

Cinq pays d'Afrique de l'Est vers la création d'une "zone touristique unique"

APA, 13-01-2015 Arusha (Tanzanie) - La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), qui regroupe le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda, veut devenir "une zone touristique unique", dans le cadre de son vaste projet d'intégration régionale, a-t-on appris mardi. "Nous voulons faire de la Communauté d'Afrique de l'Est une zone touristique unique avec un visa touristique unique", a déclaré le secrétaire général de l'EAC Richard Sezibera, lors d'une conférence de presse au siège de l'organisation à Arusha, dans le nord de la Tanzanie.

L'usage du visa touristique unique est en vigueur depuis l'année dernière pour le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, mais ils avancent plus rapidement que les deux autres pays membres sur la voie de l'intégration économique. "La Tanzanie a annoncé qu'elle voulait rejoindre le visa touristique unique. C'est très important. Le Burundi a aussi exprimé son intérêt à rejoindre le système", a poursuivi M. Sezibera. Le bloc régional a connu une crise majeure au cours des deux dernières années, le Burundi et la Tanzanie soupçonnant les trois autres membres d'avoir un agenda caché et de les isoler. Les présidents du Rwanda, de l'Ouganda et du Kenya s'étaient réunis à plusieurs reprises en l'absence de leurs homologues tanzanien et burundais pour accélérer la construction de vastes infrastructures régionales, dont un chemin de fer et un oléoduc reliant leurs trois capitales. La tension a atteint son paroxysme entre la Tanzanie et le Rwanda lorsqu'en mai 2013 le président tanzanien Jakaya Kikwete a suggéré la tenue de pourparlers directs entre Kigali et les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) basées dans l'est de la RDC. Par ailleurs, un contingent tanzanien fait partie de la force de l'ONU qui a appuyé fin 2013 l'armée de RDC dans son offensive victorieuse contre la rébellion congolaise du M23, que Kigali était accusé de soutenir. Le Rwanda a toujours nié ce soutien. "Les relations entre les deux pays se sont améliorées de manière significative. Elles sont sûrement de loin meilleures qu'elles étaient" naguère, a assuré M. Sezibera. Outre une union douanière mise en place en 2005, l'EAC a lancé en juillet 2010 un marché commun dont la mise en œuvre reste lente. L'organisation envisage également une union monétaire et l'ave d'une fédération politique.